

Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 septembre 2012



Idées. Innovation. Impact.

Le CRDI, un élément clé de l'aide internationale du Canada, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement. Il veille aussi à promouvoir la diffusion des connaissances ainsi acquises auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions locales, novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 1 Introduction
- 1 Résultats
- 2 Vue d'ensemble consolidée
- 6 Évolution de la situation du Centre
- 7 Gestion du risque
- 7 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS NON AUDITÉS

- 9 Déclaration de responsabilité de la direction
- 11 État de la situation financière
- 12 État du résultat global
- 13 État des variations des capitaux propres
- 14 État des flux de trésorerie
- 15 Notes afférentes aux états financiers

Analyse de la direction

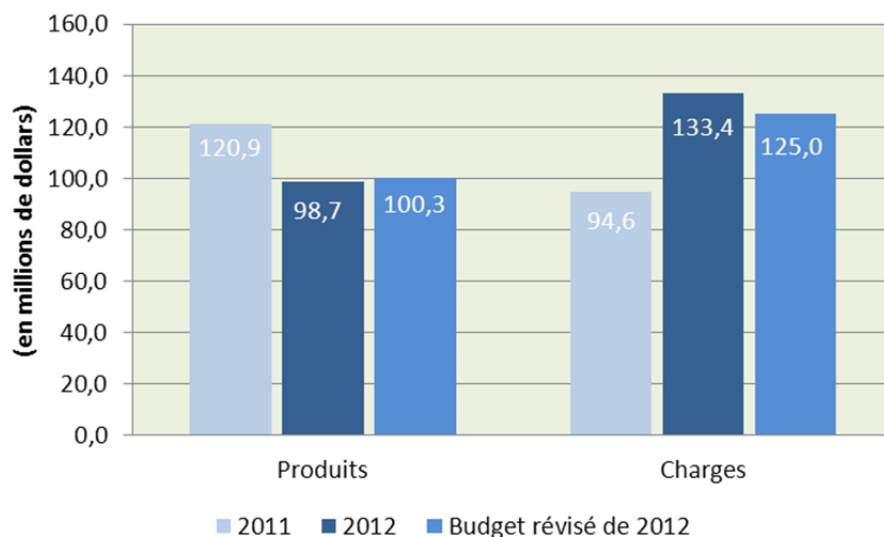
Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du deuxième trimestre et de la période de six mois qui ont pris fin le 30 septembre 2012. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor). Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers non audités (à la page 9). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2011-2012* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel à moins d'une mise à jour fournie aux présentes.

Résultats

Aperçu de la situation financière

(pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012)



TABEAU 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013 ^a	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Écart en % d'un exercice à l'autre
		Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Produits	20 611	19 176	16 263	17.9 %
Charges	124 983	133 353	94 599	41.0 %
Coûts d'exploitation	(104 372)	(114 177)	(78 336)	45.8 %
Crédit parlementaire	79 652	79 547	104 681	-24.0 %
Résultats d'exploitation nets	(24 720)	(34 630)	26 345	-231.4 %

^a Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012*

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 2. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Budget Révisé 2012-2013 ^a	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Total des produits	213 091	49 990	51 949	60 168	-13.7 %	100 263	98 723	120 944	-18.4 %
Crédit parlementaire	167 474	39 811	39 713	52 408	-24.2 %	79 652	79 547	104 681	-24.0 %
Contributions de bailleurs de fonds									
Financement de la programmation en recherche pour le développement	39 837	8 875	10 437	6 652	56.9 %	17 959	16 355	14 023	16.6 %
Recouvrement des coûts d'administration	3 939	865	1 034	693	49.2 %	1 755	1 548	1 477	4.8 %
Produits financiers	1 472	368	349	312	11.9 %	736	702	534	31.5 %
Autres produits	369	71	416	103	303.9 %	161	571	229	149.3 %

^a Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012*

TABLEAU 3. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Utilisation du crédit parlementaire	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	Réalisations 2012	Réalisations 2011	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Budget principal des dépenses	39 554	51 842	79 109	103 685
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-
Crédit reçu	39 554	51 842	79 109	103 685
Crédit reporté	-	-	-	-
Partie du crédit amortie	159	566	438	996
Crédit comptabilisé	39 713	52 408	79 547	104 681
Créances au titre du crédit parlementaire	-	-	-	-

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds (ce qui comprend le financement de la recherche pour le développement et le recouvrement des coûts d'administration), produits financiers et autres produits.

Au cours du second trimestre de l'exercice 2012-2013, le **crédit parlementaire** s'est élevé à 39,7 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 24,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011-2012, alors qu'il était de 52,4 millions de dollars. De même, au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012, le crédit parlementaire a diminué de 24,0 % par rapport au semestre correspondant de l'exercice 2011-2012, alors qu'il était de 104,7 millions de dollars. Ces diminutions sont attribuables principalement au moment où est versée la partie du crédit parlementaire qui doit servir au Fonds d'innovation pour le développement (FID).

La majorité des charges d'exploitation est couverte par différentes sources de produits, dont le crédit parlementaire. Il ne serait guère pratique d'associer ces charges à des sources de produits précises et vice-versa. Par conséquent, le CRDI ne peut rapprocher les sommes reçues et à recevoir au titre du crédit parlementaire et les sommes utilisées. À l'échelle macro, étant donné que selon le résultat global, les charges ont été de beaucoup supérieures aux produits, on peut affirmer que le crédit parlementaire comptabilisé comme produit pour le présent exercice financier a été utilisé en entier au 30 septembre 2012.

Les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont augmenté de 56,9 % par rapport au même trimestre de l'exercice 2011-2012 et ont atteint 10,4 millions de dollars comparativement à 6,7 millions. Au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012, les contributions de bailleurs de fonds ont augmenté de 16,6 % par rapport au même semestre de l'exercice 2011-2012 et ont atteint 16,4 millions de dollars comparativement à 14,0 millions. Les fonds, reçus à l'avance, sont comptabilisés comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges). L'écart observé dans le **recouvrement des coûts d'administration** est proportionnel à l'écart observé dans les produits comptabilisés au titre des contributions de bailleurs de fonds.

Les **produits financiers** au deuxième trimestre atteignent presque la cible. La hausse du cumul des produits financiers au cours de la période allant du 1^{er} avril au 30 septembre 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2011-2012 est attribuable avant tout à la somme plus élevée qui a été placée. Le taux de rendement moyen des placements a été de 1,27 % pour les six premiers mois de l'exercice, comparativement au taux de rendement moyen des bons du Trésor à 90 jours, qui a été de 0,97 %.

Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

TABLEAU 4. CHARGES

(en milliers de dollars)	Budget Révisé 2012-2013 ^a	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Total des charges	282 030	77 025	88 274	49 077	79,9 %	124 983	133 353	94 599	41,0 %
Programmation en recherche pour le développement									
Projets de recherche									
Financés par le crédit parlementaire	176 925	51 880	61 878	25 735	140,4 %	73 805	84 545	47 773	77,0 %
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	35 815	7 881	9 187	5 227	75,8 %	15 882	14 288	11 279	26,7 %
	212 740	59 761	71 065	30 962	129,5 %	89 687	98 833	59 052	67,4 %
Renforcement des capacités									
Financé par le crédit parlementaire	41 785	10 567	10 014	10 834	-7,6 %	21 287	20 732	21 286	-2,6 %
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	4 022	994	1 250	1 425	-12,3 %	2 077	2 067	2 745	-24,7 %
	45 807	11 561	11 264	12 259	-8,1 %	23 364	22 799	24 031	-5,1 %
	258 547	71 322	82 329	43 221	90,5 %	113 051	121 632	83 083	46,4 %
Services généraux et administratifs	23 483	5 703	5 945	5 856	1,5 %	11 932	11 721	11 516	1,8 %

^a Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012*

Les charges engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financées par le crédit parlementaire** sont légèrement plus élevées que l'on s'y attendait pour le deuxième trimestre, de même que pour les six premiers mois de l'exercice. Ces écarts sont attribuables principalement à des versements effectués plus tôt que prévu en ce qui concerne certains projets d'envergure. Les charges engagées d'ici la fin de l'exercice devraient correspondre aux prévisions budgétaires, ce qui signifie que les résultats de fin d'exercice devraient tout de même correspondre à ce qui est prévu au budget.

Les charges réelles engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financées par des contributions de bailleurs de fonds** au cours du deuxième trimestre sont supérieures à ce qui était visé, ce qui compense le recul accusé au premier trimestre. Le total à ce jour demeure inférieur à ce qui est prévu au budget. La raison est la même que celle qui a été invoquée dans le rapport trimestriel précédent : des versements retardés relativement à deux programmes d'envergure. Les charges engagées au titre des projets couvertes par des contributions de bailleurs de fonds ont été supérieures de 75,8 % à celles engagées pendant le trimestre correspondant de l'exercice 2011-2012; les hausses les plus importantes d'un exercice à l'autre ont trait à des projets relevant du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale et de l'Initiative Think tank.

Pour ce qui est de la **partie relative au renforcement des capacités des charges au titre de la programmation en recherche pour le développement qui ont été financées par le crédit parlementaire**, la diminution observée au 30 septembre 2012 par rapport au 30 septembre 2011 était attendue, comme en fait foi ce que prévoyait le budget révisé. Cette diminution prévue s'inscrit dans les mesures de réduction des dépenses que la direction a prises dans le contexte de la réduction du crédit parlementaire découlant du plan d'action de réduction du déficit du gouvernement du Canada. Pendant l'exercice en cours, les dépenses engagées pour la mise en oeuvre viennent atténuer les effets globaux des réductions prévues.

Il y a eu diminution de 24,7% des **contributions de bailleurs de fonds qui ont servi au renforcement des capacités de recherche** au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012 par rapport à la même période de l'exercice 2011-2012. Cette diminution est attribuable principalement à l'arrivée à échéance de plusieurs accords qui étaient en vigueur en 2011-2012. L'écart peu important observé par rapport au cumul prévu à cette date s'explique par le moment où ces contributions ont été versées. De nouveaux accords ont été signés en début d'exercice; les charges retrouveront leur niveau antérieur une fois que les projets visés par ces accords seront bien en route. Il est prévu que cela se produise au début de l'exercice 2013-2014.

La légère hausse des charges au titre des **services généraux et administratifs** au cours du deuxième trimestre et de la période de six mois qui ont pris fin le 30 septembre 2012 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice 2011-2012 est attribuable à une hausse pratiquement semblable du coût des locaux. Au fur et à mesure que les mesures de réduction seront mises en oeuvre, les coûts relatifs aux services généraux et administratifs diminueront.

Bilan

TABLEAU 5. ACTIFS ET PASSIFS

(en milliers de dollars)	Septembre 2012	Mars 2012	Écart en %
Actif totaux	148 333	156 106	-5,0 %
Courants	137 448	133 584	2,9 %
Non courants	10 885	22 522	-51,7 %
Passifs totaux	79 129	52 272	51,4 %
Courants	71 184	45 978	54,8 %
Non courants	7 945	6 294	26,2 %

Au 30 septembre 2012, les **actifs** totaux avaient diminué de 5,0 % (de 156,1 millions de dollars à 148,3 millions) par rapport au 31 mars 2012. La modeste hausse au chapitre des actifs courants résulte du reclassement de placements qui avaient été classés comme des actifs non courants; du fait que les créances au titre des contributions de bailleurs de fonds ont été plus élevées que prévu; de l'absence de créances au titre du crédit parlementaire en septembre 2012 (alors qu'en mars 2012, les créances au titre du crédit parlementaire se chiffraient à 27,5 millions de dollars).

Quant aux **passifs**, ils se sont accrus de 26,9 millions de dollars (ou 51,4 %) par rapport au 31 mars 2012, surtout en raison des produits reportés au titre des contributions de bailleurs de fonds et du fait que la partie du crédit parlementaire attendue en septembre a été reçue en octobre.

TABLEAU 6. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé ^a	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Total des capitaux propres	34 895	79 114	69 204	84 372	-18,0 %
Non affectés	2 222	23 246	11 274	22 488	-49,9 %
Affectés à l'interne	14 831	38 026	40 088	44 150	-9,2 %
Réservés	17 842	17 842	17 842	17 734	0,6 %

^a Tient compte des prévisions de produits et de charges révisées par rapport aux chiffres indiqués dans le *Rapport annuel 2011-2012*

La baisse de 49,9 % des **capitaux propres non affectés** d'un exercice à l'autre est attribuable principalement au décaissement anticipé de charges engagées au titre des projets de recherche qui ont été **financées par le crédit parlementaire**. La baisse des **capitaux propres affectés à l'interne** par rapport à la même période de l'exercice 2011-2012 (de 40,1 millions de dollars à 44,2 millions) résulte du fait que des versements plus élevés ont été effectués au cours de

l'exercice courant aux fins du Fonds d'innovation pour le développement et des mesures d'adaptation aux changements climatiques (MACC). Les **capitaux propres réservés**, eux, sont stables.

Flux de trésorerie

TABLEAU 7. FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Écart en \$	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Écart en \$
	Réalisations 2012	Réalisations 2011		Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Résultats d'exploitation nets	(36 325)	11 091	(47 416)	(34 630)	26 345	(60 975)
Éléments sans incidence sur la trésorerie	12 611	28 922	(16 311)	49 927	27 351	22 576
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(23 714)	40 013	(63 727)	15 297	53 696	(38 399)
Achats de placements	(52 346)	(107 909)	55 563	(102 968)	(174 784)	71 816
Placements arrivés à échéance	63 836	66 111	(2 275)	97 644	120 462	(22 818)
Autres	(225)	(381)	156	(348)	(637)	289
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	11 265	(42 179)	53 444	(5 672)	(54 959)	49 287
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(12 449)	(2 166)	(10 283)	9 625	(1 263)	10 888
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	31 568	15 138	16 430	9 494	14 235	(4 741)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	19 119	12 972	6 147	19 119	12 972	6 147

Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012, les **résultats d'exploitation nets** indiquent une diminution des flux de trésorerie de 34,6 millions de dollars (alors qu'on observait une augmentation de 26,3 millions pour la même période de l'exercice 2011-2012). En ce qui concerne les **éléments sans incidence sur la trésorerie**, l'écart est attribuable principalement aux fluctuations des créances au titre des contributions de bailleurs de fonds et aux produits reportés qui y sont associés.

En ce qui concerne les flux de trésorerie des **activités d'investissement** au 30 septembre 2012, l'augmentation d'un exercice à l'autre est de 49,3 millions de dollars et est attribuable à une baisse des achats de placements au cours des six premiers mois de l'exercice.

Évolution de la situation du Centre

Plan d'action de réduction du déficit du gouvernement du Canada

La mise en oeuvre des décisions prises dans la foulée du budget fédéral de 2012 va bon train. Le bureau régional de Singapour a officiellement fermé ses portes le 31 juillet 2012, et le Centre ne prévoit aucun retard dans la consolidation des bureaux de Dakar et de Nairobi (à Nairobi) prévue au troisième trimestre. La provision établie le 31 mars 2012 suffira à couvrir les coûts de la transition (voir la note 12 des Notes afférentes aux états financiers).

Compte tenu de toutes les distractions pouvant découler de mesures de réaménagement des effectifs, la direction continue de bien orienter le travail des employés qui restent. Cette stratégie porte fruit, comme en témoignent les résultats qui sont conformes aux cibles budgétaires établies ou les dépassent.

Gestion du risque

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2011-2012*.

Perspectives

Des négociations sont en cours, et il se peut que plusieurs nouveaux accords de contribution soient signés avec des bailleurs de fonds d'ici la fin de l'exercice. Si jamais c'était le cas, le total des fonds obtenus en vertu de nouveaux accords de contribution serait supérieur au montant prévu.

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes qu'au moment où il a rédigé le *Rapport annuel 2011-2012*.

États financiers non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière établies par le Conseil des normes comptables internationales. Par conséquent, ce rapport financier intermédiaire a également été préparé conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel visant la période qui a pris fin le 30 septembre 2012 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

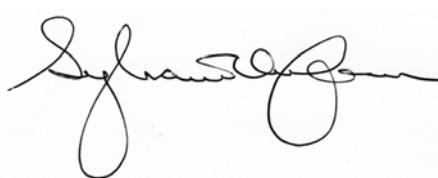
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le président du Centre,

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,



David M. Malone



Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 13 novembre 2012

État de la situation financière

au (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>30 septembre 2012</u>	<u>31 mars 2012</u>
Actifs		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 119	9 494
Placements	108 019	92 199
Créances	8 569	30 155
Frais payés d'avance	1 741	1 736
	<u>137 448</u>	<u>133 584</u>
Non courants		
Placements	—	11 157
Immobilisations corporelles	7 855	8 359
Immobilisations incorporelles	3 030	3 006
	<u>148 333</u>	<u>156 106</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	17 453	19 237
Provision aux fins de la restructuration (note 12)	2 216	5 047
Produits reportés	51 515	21 694
	<u>71 184</u>	<u>45 978</u>
Non courants		
Produits reportés	1 322	2 011
Charges à payer	1 954	—
Avantages du personnel	4 669	4 283
	<u>79 129</u>	<u>52 272</u>
Capitaux propres		
Non affectés	11 274	10 996
Affectés à l'interne	40 088	74 996
Réservés	17 842	17 842
	<u>69 204</u>	<u>103 834</u>
	<u>148 333</u>	<u>156 106</u>
Engagements (note 10)		
Éventualités (note 11)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État du résultat global

au 30 septembre 2012 (*non audité*)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds				
Financement de la programmation en recherche pour le développement	10 437	6 652	16 355	14 023
Recouvrement des coûts d'administration	1 034	693	1 548	1 477
Produits financiers	349	312	702	534
Autres produits	416	103	571	229
	<u>12 236</u>	<u>7 760</u>	<u>19 176</u>	<u>16 263</u>
Charges				
Programmation en recherche pour le développement				
<i>Projets de recherche</i>				
Financés par le crédit parlementaire	61 878	25 735	84 545	47 773
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	9 187	5 227	14 288	11 279
<i>Renforcement des capacités</i>				
Financé par le crédit parlementaire	7 870	8 385	16 502	16 701
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	1 250	1 425	2 067	2 745
Éléments complémentaires de la recherche	2 144	2 449	4 230	4 585
	<u>82 329</u>	<u>43 221</u>	<u>121 632</u>	<u>83 083</u>
Services généraux et administratifs				
Services généraux	4 522	4 529	8 932	8 842
Administration des bureaux régionaux	1 423	1 327	2 789	2 674
	<u>5 945</u>	<u>5 856</u>	<u>11 721</u>	<u>11 516</u>
Total des charges	<u>88 274</u>	<u>49 077</u>	<u>133 353</u>	<u>94 599</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(76 038)	(41 317)	(114 177)	(78 336)
Crédit parlementaire	<u>39 713</u>	<u>52 408</u>	<u>79 547</u>	<u>104 681</u>
Résultats d'exploitation nets	<u>(36 325)</u>	<u>11 091</u>	<u>(34 630)</u>	<u>26 345</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres

au 30 septembre 2012 (*non audité*)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Capitaux propres non affectés				
Au début de la période	13 830	20 706	10 996	16 044
Résultats d'exploitation nets	(36 325)	11 091	(34 630)	26 345
Virements des (aux) capitaux propres affectés à l'interne	33 769	(9 309)	34 908	(19 901)
Solde à la fin de la période	<u>11 274</u>	<u>22 488</u>	<u>11 274</u>	<u>22 488</u>
Capitaux propres affectés à l'interne				
Au début de la période	73 857	34 841	74 996	24 249
Sommes dépensées	(33 772)	(1 941)	(34 915)	(2 599)
Ajouts	3	11 250	7	22 500
Solde à la fin de la période	<u>40 088</u>	<u>44 150</u>	<u>40 088</u>	<u>44 150</u>
Capitaux propres réservés				
Au début de la période	17 842	17 734	17 842	17 734
Augmentation (diminution) de la réserve constituée à des fins de planification financière	—	—	—	—
Solde à la fin de la période	<u>17 842</u>	<u>17 734</u>	<u>17 842</u>	<u>17 734</u>
Capitaux propres à la fin de la période	<u>69 204</u>	<u>84 372</u>	<u>69 204</u>	<u>84 372</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

au 30 septembre 2012 (*non audité*)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Activités d'exploitation				
Résultats d'exploitation nets	(36 325)	11 091	(34 630)	26 345
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles	236	359	550	724
Amortissement des immobilisations incorporelles	99	97	199	195
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	253	67	661	105
Gain (perte) sur la cession d'immobilisations corporelles	80	(4)	79	(27)
Avantages du personnel	277	149	386	458
Produits reportés — tranche à long terme	(548)	(1 469)	(689)	(2 069)
	397	(801)	1 186	(614)
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie				
Créances	15 336	17 244	21 586	4 563
Frais payés d'avance	363	208	(5)	(14)
Créditeurs et charges à payer	1 803	(697)	(2 661)	(4 454)
Produits reportés — tranche à court terme	(5 288)	12 968	29 821	27 870
	12 214	29 723	48 741	27 965
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(23 714)	40 013	15 297	53 696
Activités d'investissement				
Achats de placements	(52 346)	(107 909)	(102 968)	(174 784)
Placements arrivés à échéance	63 836	66 111	97 644	120 462
Acquisition d'immobilisations corporelles	(36)	(183)	(46)	(310)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(109)	(202)	(223)	(363)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	(80)	4	(79)	36
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	11 265	(42 179)	(5 672)	(54 959)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(12 449)	(2 166)	9 625	(1 263)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	31 568	15 138	9 494	14 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	19 119	12 972	19 119	12 972
Composés de				
Trésorerie	13 628	6 986	13 628	6 986
Équivalents de trésorerie	5 491	5 986	5 491	5 986
	19 119	12 972	19 119	12 972

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 septembre 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 131 à 148 de la section III.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus près, sauf indication contraire.

Déclaration de conformité

Ces états financiers, qui visent la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à toutes les autres normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI).

Les états financiers intermédiaires condensés ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels du Centre au 31 mars 2012.

4. Sommaire des principales conventions comptables

Les conventions comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers intermédiaires condensés sont conformes à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2012.

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 septembre 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

5. Changement apporté à une estimation comptable

Le Centre a fait passer de 3 ans à 5 ans la durée de vie utile prévue du matériel informatique. Le Centre applique cette nouvelle durée de vie de manière prospective à toutes les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2012; par conséquent, ce changement n'a aucun effet sur les exercices antérieurs. Le changement provoque une augmentation de 79 \$ aux résultats d'exploitation nets au 30 septembre 2012.

6. Récentes prises de position du CNCI

Le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a plusieurs activités en cours; certaines auront une incidence sur les normes auxquelles le Centre doit se conformer, et ce dernier suit donc de près leur évolution. Si des révisions et des ajouts devaient être apportés aux normes mentionnées ci-dessous, il est possible que cela se répercute sur les états financiers et que le Centre doive tirer des conclusions différentes. Sauf indication contraire, les normes doivent être appliquées aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 19 – *Avantages du personnel* – Cette norme a été révisée afin d'éliminer la possibilité de recourir à la méthode du corridor (à savoir le report de la comptabilisation des gains et des pertes), de créer l'obligation de présenter le résultat de la réévaluation des actifs et des passifs des régimes de retraite à titre d'autres éléments du résultat global et d'améliorer les obligations d'information en ce qui concerne les régimes à prestations définies.

IFRS 13 – *Évaluation de la juste valeur* – Cette norme reformule la définition de la juste valeur, fournit un cadre pour son évaluation et prescrit d'autres obligations d'information qui s'appliquent aux autres IFRS.

7. Caractère saisonnier des activités

Le Centre subventionne des projets de recherche dans les pays en développement. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Les crédits parlementaires sont comptabilisés quand ils sont reçus, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand les fonds sont dépensés aux fins prévues. Les dépenses afférentes aux projets de recherche sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

8. Immobilisations corporelles

Au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012, le Centre a acquis des immobilisations corporelles dont le coût s'est élevé à 46 \$ (310 \$ au mois de septembre 2011).

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 septembre 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

Le Centre a cédé des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 545 \$ au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012 (9 \$ au mois de septembre 2011), ce qui s'est traduit par une perte nette de 79 \$ (un gain de 27 \$ au mois de septembre 2011).

L'amortissement total constaté durant la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012 s'élevait à 550 \$ (724 \$ au mois de septembre 2011).

9. Immobilisations incorporelles

Au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012, le Centre a acquis des immobilisations incorporelles dont le coût s'est élevé à 223 \$ (363 \$ au mois de septembre 2011).

Le Centre n'a cédé aucune immobilisation incorporelle au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012 (nil au mois de septembre 2011).

L'amortissement total constaté durant la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2012 s'élevait à 199 \$ (195 \$ au mois de septembre 2011).

10. Engagements

a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 411,5 millions de dollars (454,0 millions au mois de mars 2012) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 327,4 millions de dollars (359,7 millions au mois de mars 2012) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 84,1 millions de dollars (94,3 millions au mois de mars 2012) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 septembre 2012, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	Septembre 2012
D'ici un an	3 334
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	29 754
Dans plus de cinq ans	45 791
Total des paiements à effectuer	<u>78 879</u>

Notes afférentes aux états financiers

(non audités) de la période qui a pris fin le 30 septembre 2012
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

11. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

12. Provision aux fins de la restructuration

Le CRDI s'est soumis à l'examen pangouvernemental de toutes les dépenses fédérales qui avait pour but de réduire le déficit budgétaire du gouvernement et d'accroître l'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de l'administration publique. Le budget fédéral de 2012 prévoit que le crédit parlementaire annuel du Centre sera réduit graduellement au cours des trois prochains exercices. Au dernier de ces trois exercices, cette réduction sera d'un peu moins de 23 millions de dollars, ce qui correspond à un peu plus de 11 % du crédit parlementaire du CRDI (de 207,4 millions de dollars) pris en compte dans l'examen du gouvernement. Le 30 mars 2012, le Centre a annoncé sa stratégie de restructuration, laquelle prévoit

- la réduction de la taille de son Conseil des gouverneurs;
- la consolidation de sa présence en Asie au sein d'un seul bureau, soit celui de New Delhi;
- la consolidation de sa présence en Afrique subsaharienne au sein d'un seul bureau, soit celui de Nairobi;
- la cessation de ses activités ayant trait à l'innovation sociale, principalement en mettant fin au programme Innovation au service du développement inclusif;
- des améliorations aux processus administratifs, une diminution de la superficie occupée par ses bureaux et des compressions de personnel.

À la fin du processus, le CRDI aura quatre bureaux régionaux, sis au Caire, à Montevideo, à Nairobi et à New Delhi, outre son siège à Ottawa.

Une provision de 5,2 millions de dollars a été établie aux fins de la restructuration au moment où la stratégie de restructuration a été annoncée. Le Centre s'attend à ce que la restructuration soit menée à bien au cours de l'exercice 2012-2013.

	<u>30 septembre 2012</u>	<u>31 mars 2012</u>
Provision aux fins de la restructuration – au début de l'exercice	5 047	—
Ajouts	—	5 186
Décassements	<u>(2 831)</u>	<u>(139)</u>
Provision aux fins de la restructuration – solde à la fin de la période	<u>2 216</u>	<u>5 047</u>

Coordonnées

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE

CP 8500

Ottawa (Ontario) Canada

K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent

Ottawa (Ontario) Canada

K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163

Télécopieur : 1 613 238 7230

Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, au www.crdi.ca.

Ce document est offert sur support papier et est consultable en ligne au www.crdi.ca.

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)